



(RÉ)intégration sociocommunautaire
Partenariat recherche communauté

**Saisir et soutenir les processus de (ré)intégration sociocommunautaire
chez les jeunes judiciairisés de 16 à 35 ans - Programme *(RÉ)SO 16-35***

Présentation générale

Le programme de recherche en partenariat en chiffres :

- 7 années
- 2 directeurs
- 22 milieux partenaires
- 3 régions du Québec
- 16 chercheurs rattachés à 5 universités
- 3 axes de recherche
- 4 objectifs
- 6 projets de recherche
- 2 454 113 \$ en subvention du CRSH
- 1 615 748 \$ en contributions des partenaires scientifiques et de la communauté

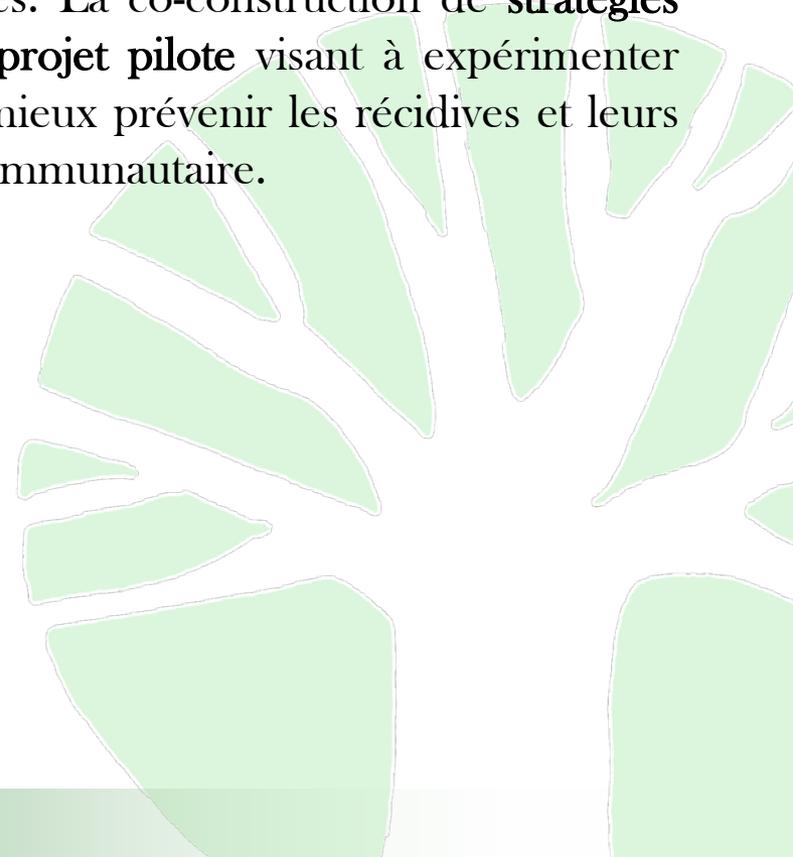


Contexte

- Les jeunes adultes ont constitué 58 % des personnes incarcérées en 2013-2014 (Statistique Canada, 2015).
- Il existe de nombreux stigmates associés à la judiciarisation (Landreville, 2004).
- Il faut cesser de s'attarder uniquement à ce que ces jeunes judiciarisés ont fait, mais s'intéresser à ce qu'ils pourraient faire (Farrall, 2012).
- Des interventions intégrées visant l'ensemble des liens sociaux et leurs interactions favoriseraient le désistement à la délinquance et leur (ré)intégration sociale (F.-Dufour et Brassard, 2014).
- Les processus de désistement et de (ré)intégration sociocommunautaire sont peu documentés et les recherches sont souvent menées en silo (King, 2013).
- Le manque d'intégration des services risque de compromettre l'accessibilité, la continuité et l'efficacité de ces processus (Fleury et al., 2012).
- Il faut que les chercheurs et les acteurs issus des secteurs communautaire et public co-construisent une vision de la problématique, établissent des objectifs communs et déploient une stratégie d'action intersectorielle cohérente (White et al., 2002).

Le projet :

Le programme de recherche en partenariat *(RÉ)SO 16-35* a pour but d'**analyser** et de **favoriser les trajectoires de désistement de la délinquance et de (ré)intégration sociocommunautaire** des jeunes judiciairisés âgés de 16 à 35 ans. Il cherche à éviter la chronicité de leurs problématiques et des conséquences associées en s'intéressant **aux processus de collaboration entre les organismes publics et communautaires**. De fait, il vise à mieux intégrer les services offerts à ces jeunes. La co-construction de **stratégies d'actions intersectorielles** et la mise en place d'un **projet pilote** visant à expérimenter lesdites stratégies permettront en fin de compte de mieux prévenir les récidives et leurs impacts ainsi que de faciliter la (ré)intégration sociocommunautaire.



Axes de recherche

Axe 1 : Jeunes judiciarisés (16-35 ans)

Objectif 1 (2018-2022) : Décrire les trajectoires de désistement de la délinquance et de (ré)intégration sociocommunautaire des jeunes judiciarisés.

1.1 Documenter les trajectoires déviantes, les trajectoires psychosociales et les trajectoires d'utilisation de services des jeunes judiciarisés.

1.2 Documenter les obstacles et les facteurs facilitants qui ont influencé leurs trajectoires.

Projet 1 A : Étude qualitative réalisée auprès de 168 jeunes judiciarisés de la Mauricie-Centre du Québec, de Montréal et de Québec rencontrés en deux temps de mesure à 18 mois d'intervalle.

Projet 1 B : Analyse statistique d'une banque du ministère de la Sécurité publique de 3 713 jeunes hommes qui ont séjourné pendant un minimum de 185 jours en prison en 2010-2011.

Axes de recherche

Axe 2 : Prestataires de services

Objectif 2 (2019-2022) : Analyser les liens de collaboration entre les différents acteurs du désistement de la délinquance et de la (ré)intégration sociocommunautaire des jeunes judiciarisés.

2.1 Décrire les acteurs et les liens qu'ils entretiennent entre eux en matière de quantité, de fréquence et, surtout, de nature.

Projet 2 A : Analyse du réseau des organismes concernés par les jeunes judiciarisés des trois régions participantes brossée à partir d'un questionnaire en ligne distribué aux gestionnaires et aux employés de ces organisations.

2.2 Identifier les conditions gagnantes et les problèmes relatifs à la continuité et à l'articulation des services pour cette clientèle selon les acteurs impliqués.

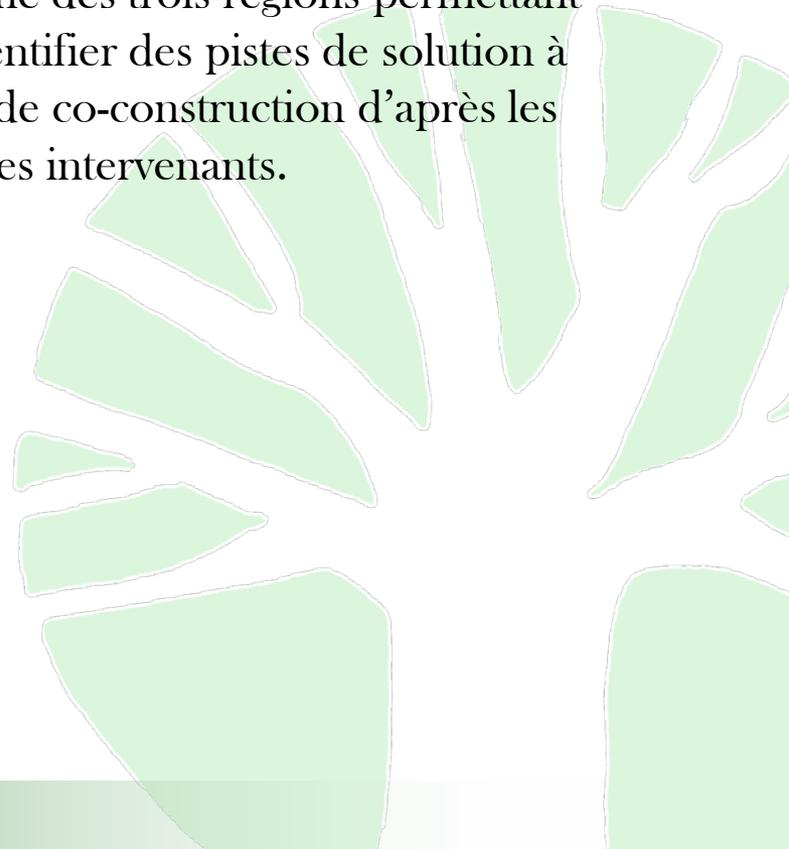
Projet 2 B : Cartographie conceptuelle permettant de comprendre les enjeux et les solutions possibles entourant la (ré)intégration sociocommunautaire des jeunes judiciarisés élaborée grâce aux réponses à un questionnaire en ligne et des *focus groups*.

Axes de recherche

Axe 2 : Prestataires de services (suite)

Objectif 3 (2021-2022) : Élaborer des stratégies d'actions intersectorielles pour favoriser le désistement de la délinquance et la (ré)intégration sociocommunautaire des jeunes judiciairisés.

Projet 2 C : Méthode d'analyse de groupe dans chacune des trois régions permettant de développer une compréhension commune et d'identifier des pistes de solution à partir de cas cliniques dans un contexte intersectoriel de co-construction d'après les résultats d'une rencontre intensive de 2-3 jours avec des intervenants.

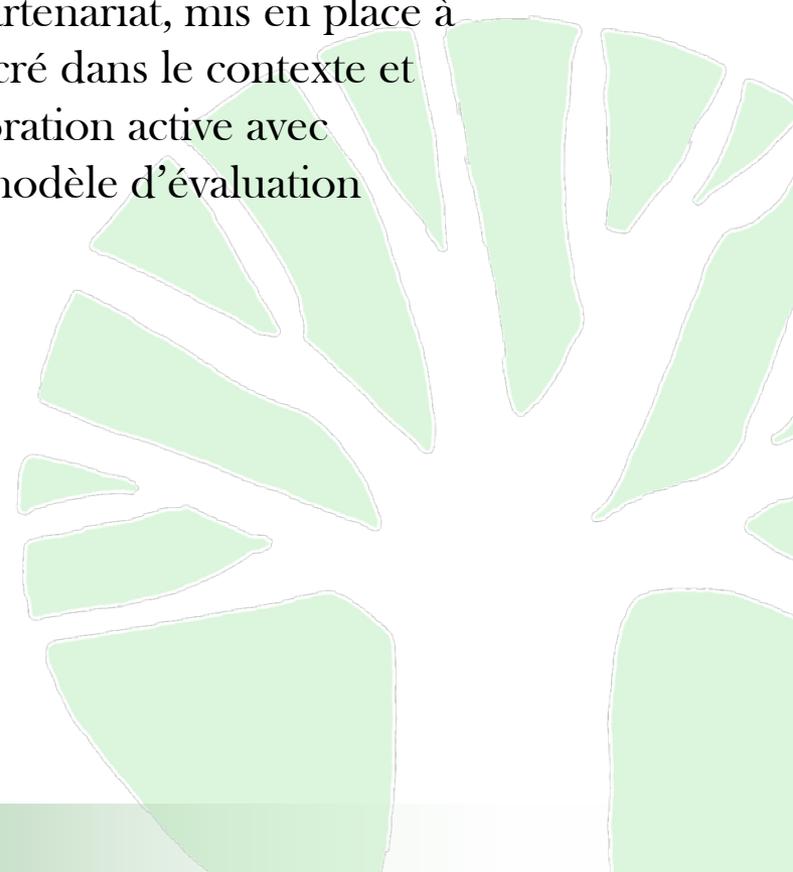


Axes de recherche

Axe 3 : Action intersectorielle

Objectif 4 (2019-2025) : Concevoir, mettre en œuvre et évaluer l'implantation d'un projet pilote intersectoriel répondant aux besoins des jeunes judiciairisés dans le cadre de leur (ré)intégration sociocommunautaire.

Projet 3 : Projet pilote conçu au fur et à mesure du partenariat, mis en place à partir de 2021 qui visera la production d'un savoir ancré dans le contexte et l'utilisation effective des résultats à travers une collaboration active avec l'évaluateur. Son implantation sera évaluée selon le modèle d'évaluation participative développementale.



Composition de l'équipe

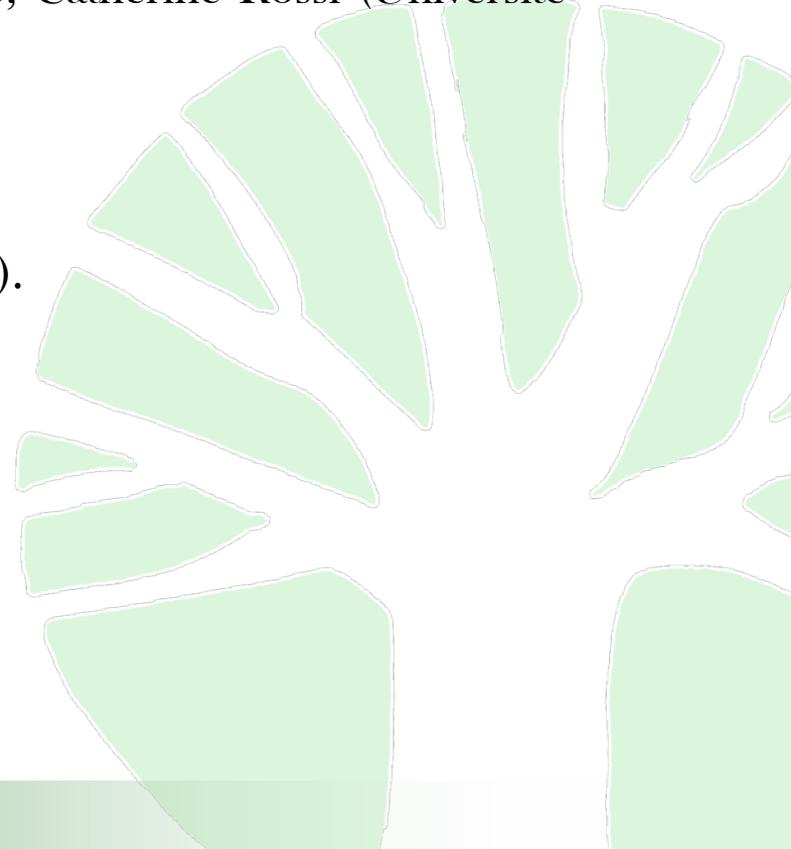
23 partenaires de la communauté (réseaux publics et communautaires) :

- Maison Radisson;
- Ministères de la Sécurité publique et de la Justice du Québec;
- CIUSSS Mauricie-Centre-du-Québec, Capitale-Nationale et Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal;
- Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles (CRUJeF), Institut universitaire sur les dépendances (IUD) et Institut universitaire jeunes en difficulté (IUJD);
- Association des services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ), Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) et Association québécoise des centres d'intervention en dépendance (AQCID);
- Service correctionnel du Canada (bureau de la recherche et région du Québec)
- Comité consultatif pour la clientèle judiciairisée adulte (CCCJA);
- Équijustice, Réseau des Carrefours jeunesse emploi du Québec (RCJEQ) et Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ);
- Groupe de recherche et d'intervention sur les substances psychoactives-Québec (RISQ), Centre international de criminologie comparée (CICC) et Laboratoire de recherche Jeunes en Transition et Pratiques Psychoéducatives (JETEPP);
- UQTR, Université Laval et Université de Montréal.

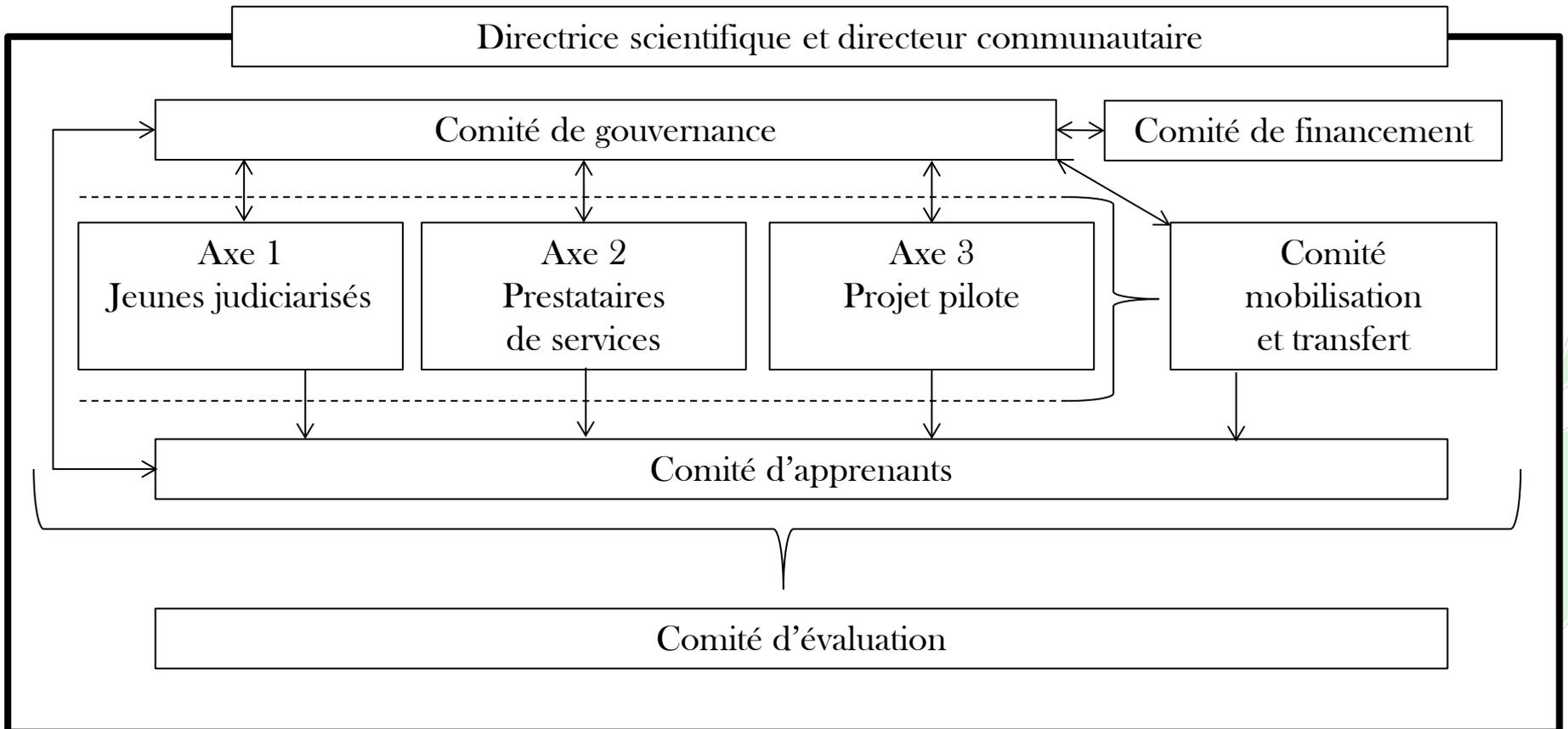
Composition de l'équipe

16 chercheurs :

- Natacha Brunelle (directrice scientifique), Julie Carpentier, Michael Cantinotti, Sylvie Hamel, Julie Marcotte, Chantal Plourde (UQTR);
- Serge Brochu et Carlo Morselli (Université de Montréal);
- Yanick Charrette, Isabelle F.-Dufour, Steve Jacob, Catherine Rossi (Université Laval);
- Bastien Quirion (Université d'Ottawa);
- Catherine Arsenault (UQO);
- Nadia L'Espérance (CIUSSS MCQ et UQTR);
- Mathilde Turcotte (CIUSS-CN et Université Laval).



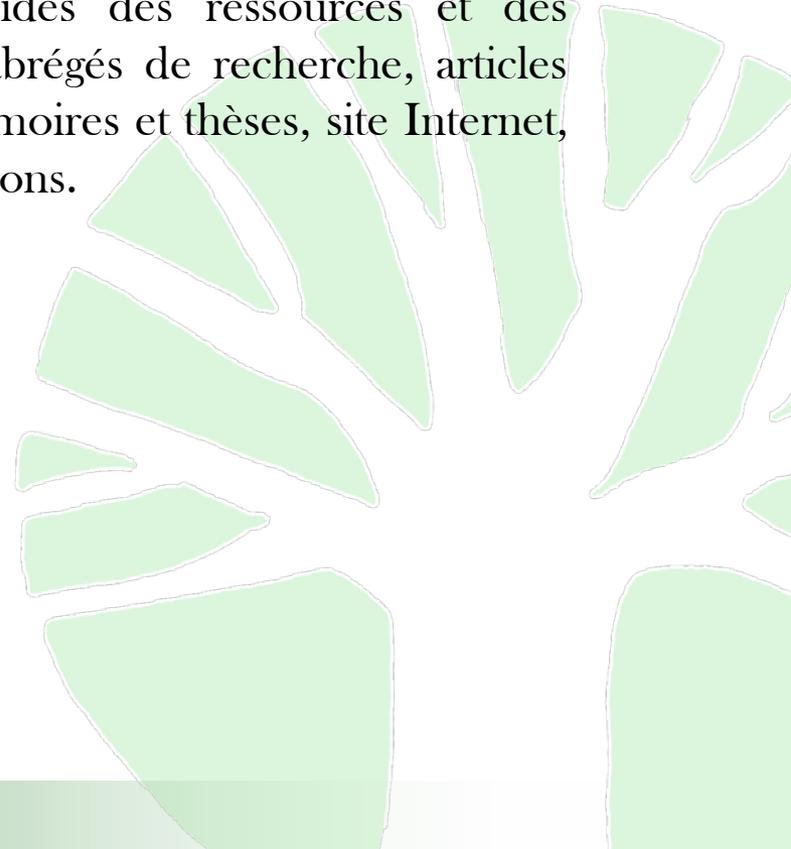
Structure de gouvernance bicéphale (recherche-communauté)



Plan de mobilisation des partenaires et de transfert des connaissances

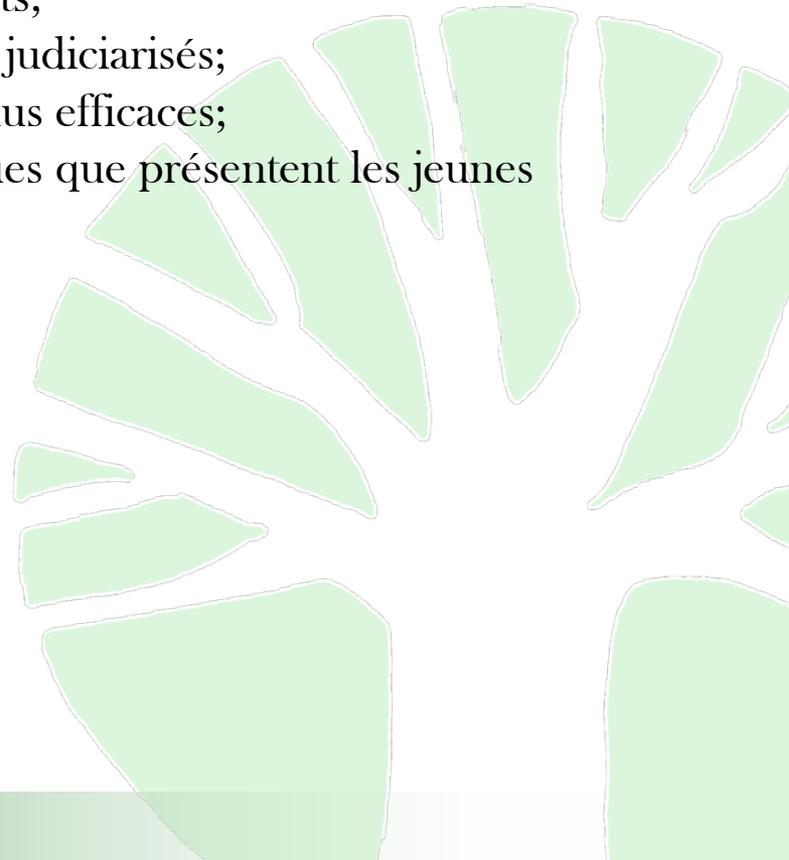
Activités : Formations croisées, stages d'immersion, formation d'étudiants, école d'été, séminaire, colloques, tournée des partenaires, conférence-midi, lancement scientifique CICC, retraites d'écriture, Rédacathon.

Produits : capsules vidéo, collectif d'auteurs, guides des ressources et des programmes, papiers virtuels, guide de pratiques, abrégés de recherche, articles dans des revues professionnelles et scientifiques, mémoires et thèses, site Internet, page Facebook, plateforme Web et forum de discussions.



Résultats attendus

- Participer à vivre dans une société plus inclusive et sûre;
- Aider les jeunes judiciairisés à se désister de la délinquance et à se (ré)intégrer socialement;
- Créer un véritable réseau d'échanges intersectoriels de connaissances, de pratiques et d'expertises;
- Faire développer et consolider les réseaux de contacts;
- Bonifier et intégrer l'offre de service pour les jeunes judiciairisés;
- Appliquer des stratégies d'intervention concertées plus efficaces;
- Faire avancer les connaissances sur les problématiques que présentent les jeunes judiciairisés de 16 à 35 ans;
- Produire des outils de formation et d'enseignement;
- Former une relève hautement qualifiée;
- Inspirer d'autres régions et provinces;



Bibliographie

- F.-Dufour, I. et Brassard, R. (2014). The convert, the remorseful and the rescued: Three different processes of desistance from crime. *Australian & New Zealand Journal of Criminology*, 47(3), 313-335.
- Farrall, S., (2012). *The long-term impact of probation supervision: Is impact detectable after 15 years?* Communication présentée au West Yorkshire Probation Area Trust, Wakefield, Royaume-Uni.
- Fleury, M.-J., Grenier, G., Bamvita, J. M., Perreault, M., Kestens, Y. et Caron, J. (2012). Comprehensive determinants of health service utilisation for mental health reasons in a Canadian catchment area. *International Journal for Equity in Health*, 11(20), 1-12.
- King, S. (2013). Early desistance narratives: A qualitative analysis of probationers' transitions towards desistance. *Punishment & Society* 15(2), 146-165.
- Landreville, P. (2004). Réinsertion dans le marché du travail : l'impact des antécédents judiciaires. Dans J. Poupard (dir.), *Au-delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés* (p. 213-230). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Statistique Canada. (2015). *Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014, 85-002-x, Juristat*. Ottawa : Programme de services corrections, Statistique Canada.